



CROUS de Bretagne  
Pôle Juridique

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX**

**Accord-cadre à bons de commande pour des travaux  
d'entretien et de maintenance des toitures  
traditionnelles, bardage, isolation et étanchéité du  
parc immobilier du CROUS de Bretagne.**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**











Consultation n°

2024-161

## SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS.....	3
2. OBJET DU CONTRAT .....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT .....	7
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	7
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	14
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	18
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	22
8. LITIGE ET SANCTIONS.....	30
9. FIN DU CONTRAT .....	34

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Accord-cadre à bons de commande pour des travaux d'entretien et de maintenance des toitures traditionnelles, bardage, isolation et étanchéité du parc immobilier du CROUS de Bretagne.
 Acheteur	CROUS de Bretagne
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de travaux.
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	La présente consultation concerne les 4 départements de la région Bretagne : Ille-et-Vilaine (35), Côtes d'Armor (22), Morbihan (56) et Finistère (29).
 Délai	48 mois
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	$P = V \times R / 3000$
 Variation des prix	Fermes actualisables, formule (BT53m / BT53o)
 Nature des prix	Prix unitaires

# 1. DÉFINITIONS

---

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Travaux du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

---

### 2.1. Description des prestations

#### ■ **Objet de la prestation :**

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre à bons de commande pour des travaux d'entretien et de maintenance des toitures traditionnelles, bardage, isolation et étanchéité du parc immobilier du CROUS de Bretagne.

Le présent accord-cadre a pour objet l'entretien, les réparations et les travaux sur les couvertures traditionnelles et les toitures terrasses des bâtiments du CROUS de Bretagne (4 départements).

Cette consultation concerne les types de toitures suivants :

- Couvertures inclinées en petits éléments (principalement ardoises naturelles et ardoises fibrociment).
- Couvertures inclinées en grands éléments (principalement tôles métalliques et plaques fibrociment).

- Concernent les toitures-terrasses étanchées (non protégée, auto- protégée, accessibles...).

Pour l'intégralité de la consultation : y compris ouvrages annexes et notamment les éléments de zinguerie, les toitures végétalisées sont couvertes par le présent marché.

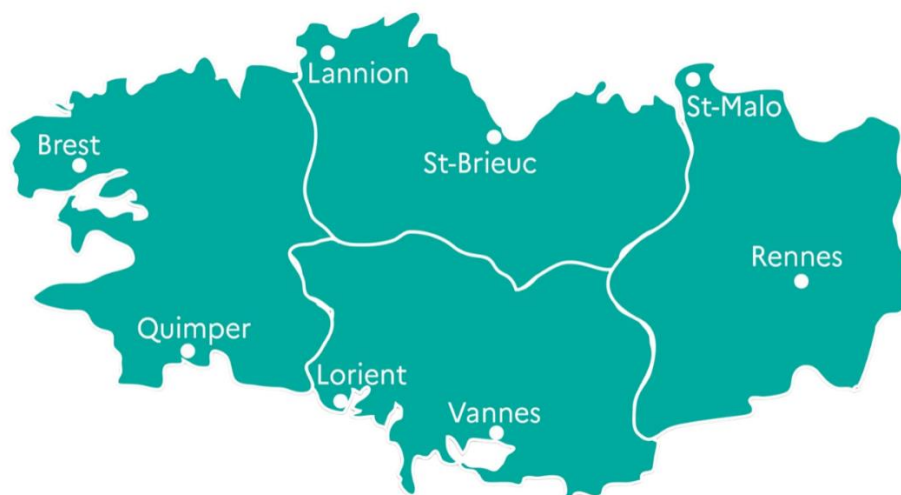
Le montant maximum des travaux pouvant être couverts par le présent accord-cadre est limité à 12 000 000 € HT.

Les prestations à réaliser sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Mots-clés de la présente consultation : toitures- couvertures - bardage - étanchéité - isolation.

Le parc Immobilier du CROUS de BRETAGNE est composé de :

- Hébergement Etudiants (Cité U (Chambres) propriété de l'Etat ainsi que de
- Résidence Etudiants (studios de l'Etat et de Bailleurs sociaux),
- Restaurant Universitaire
- Cafétéria (Crous-Market : Tous types de solution de restauration rapide)
- Hébergement de DATACENTER.
- Bureaux / Tertiaire



D'une surface SHON totale de	249 691 m2
Périmètre d'intervention :	4 départements Bretons (22-29-35-56)
Nombre de bâtiments hébergement+tertiaire en 2024	80
Nombre de logements (Cités + Studios)	8 417 logements
Nombre de bâtiments Restaurant Universitaire	22
Nombre de Cafétéria et locaux universités (restauration rapide : Crous market + Moovy Market +Cabane + Distributeur Automatique)	27
Nombre de locaux de Bureaux / tertiaires	6
Nombre de Logements de fonction individuels	6
Nombre de Salle Polyvalente et Culturelle	5
Nombre de Locaux DATA centrer	3

■ **Lieu d'exécution :**

**La présente consultation concerne les 4 départements de la région Bretagne : Ille-et-Vilaine (35), Côtes d'Armor (22), Morbihan (56) et Finistère (29).**

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes :
  - Liste des sites CROUS
  - Audits généraux des sites Crous
  - Inventaire toiture hébergement site par site
  - Inventaire toiture restaurant site par site
  - Plan pluriannuel de travaux sur 10 ans
  - Mesures de sécurité et accès
  - Permis feu type TT
  - Attestation de visite – mission entretien étanchéité.
  - Plan de prévention type
  - Plans annotés
  - Annuaire Sites Crous
- le CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- le CCTG applicable aux prestations ;

- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **CROUS de Bretagne**.

### Adresse et coordonnées :

Direction de la Commande Publique et des affaires Juridiques  
CROUS de Bretagne  
CS 26428  
7 place hoche  
RENNES  
35064 RENNES CEDEX  
Téléphone : 09 72 59 65 35  
Courriel : [achat@crous-rennes.fr](mailto:achat@crous-rennes.fr)  
Site internet : <https://www.crous-rennes.fr>

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **travaux**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme de l'accord-cadre :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition. La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire par l'émission de bons de commande.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum pour toute la durée de l'accord-cadre est de 12 000 000 euros HT.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

#### ■ Délais d'exécution :

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **48 mois** à compter de la notification du contrat.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme courant de sa date de notification jusqu'au 31 mars 2026.

Il est ensuite reconductible tacitement trois (3) fois pour des périodes d'un (1) an, et s'achèvera donc au plus tard le 2 avril 2029.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas renouveler un ou des lots de l'accord-cadre, il en informe les titulaires par tout moyen permettant d'établir une date de réception d'au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. La non-reconduction ne donne lieu à aucun dédommagement des titulaires.

#### ■ Les bons de commande :

Les services bénéficiaires peuvent émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours

de validité. Leur durée d'exécution ne peut cependant pas dépasser de plus de 12 mois le terme de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre met à la disposition du Crous de Bretagne, au plus tard au 1<sup>er</sup> mars de chaque année, la synthèse des bons de commande passés par les services bénéficiaires en N-1.

Ce rapport annuel doit faire apparaître à minima les informations suivantes : le nom et l'adresse des services bénéficiaires, les références et les dates de notification des bons de commande, la nature des prestations commandées (entretien / travaux, type de travaux) le montant des prestations en euros HT et TTC, l'état d'avancement (réglé, facturé, exécuté, en cours, planifié, non traité).

Pour le suivi de l'accord-cadre ou en cas de difficultés avérées, une ou plusieurs réunions pourront être mises en place à la demande de l'une ou l'autre des parties (service bénéficiaire, titulaire).

En dehors des demandes d'interventions en urgence, toute demande d'intervention (entretien ou travaux) par un service bénéficiaire fait l'objet d'un devis préalable, établi par le titulaire en référence aux prix du bordereau des prix unitaires.

Si le service bénéficiaire n'est pas en mesure de fournir toutes les informations requises par le titulaire pour l'établissement du devis, ce dernier devra se rendre sur site gratuitement pour l'établissement de son devis.

Le titulaire dispose de deux (2) jours ouvrés à compter de la réception d'un courriel (ou avec AR) envoyé par le service bénéficiaire pour remettre son devis (visite de site comprise).

Au-delà de ce délai, et pour les prestations de travaux uniquement (réparations, réfections, rénovations), il perd son exclusivité.

Gratuité des devis : les devis sont gratuits, y compris déplacement sur site si nécessaire.

Le titulaire devra indiquer dans ces devis :

- La performance des matériaux utilisés.
- La performance de gain énergétique attendue dans la réalisation de la prestation.
- La durée de vie programmée du matériel.
- La durée de vie de la prestation réalisée.

#### ■ **Contenu du bon de commande**

Ces bons de commande comporteront au minimum :



- Le numéro du marché, son objet et le nom du titulaire ;
- Le numéro d'engagement juridique Chorus ;
- L'intitulé du service prescripteur émetteur du bon de commande ;
- Le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique) de la personne chargée du suivi des prestations / travaux ;
- Le nom et l'adresse précise de l'établissement où sont réalisés les prestations / travaux ;
- Le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique) de la personne à contacter lors de l'arrivée sur site ;
- L'adresse précise de facturation ;
- Les références du devis préalable accepté ;
- Le descriptif sommaire des prestations / travaux à réaliser ;
- Le montant total H.T de la commande ;
- Le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande ;
- Les plages de travail du titulaire : par défaut entre 8h00 et 17h00 du lundi au vendredi inclus ;
- Les contraintes particulières : accès au site, horaires d'ouverture, consignes spécifiques de sécurité. En cas de consignes multiples, elles peuvent être annexées au bon de commande.

#### Mentions supplémentaires pour les travaux :

- La période de préparation des travaux à réaliser ;
- La date de commencement et le délai d'exécution (durée des travaux et/ou date de fin) ;  
Le cas échéant, le taux de remise en fonction du montant HT des travaux
- Le montant total remisé HT et TTC.

Les bons de commande ne doivent pas reprendre nécessairement le détail des prestations, du moment que les devis détaillés leur sont annexés.

Pour les bons de commande de régularisation concernant des interventions en urgence, joindre le devis établi à la suite de l'intervention.

### ■ **Signataires des bons de commande**

Les services bénéficiaires du marché, procèdent à l'émission de ses bons de commande, s'assurent de la bonne exécution des prestations, liquident et mandatent les demandes de paiement le concernant.

Le signataire du bon de commande est habilité à émettre toutes les décisions au titre du

bon de commande et il est en particulier le seul responsable pour les prolongations de délais émises, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, réception avec réfaction, rejet...).

## **EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **■ PRÉPARATION DES TRAVAUX**

Il est fixé une période de préparation. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-T, la période de préparation peut être inférieure à deux mois. Sa durée est précisée dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-T, la tenue d'un registre de chantier n'est pas imposée sauf stipulation contraire, mentionnée dans le bon de commande.

### **■ DÉLAI DE DÉMARRAGE DES TRAVAUX**

Dans le cas où le titulaire est dans l'incapacité de respecter les délais de démarrage ci-dessous, il en avertit sans délai le service bénéficiaire qui peut alors se tourner vers un autre entrepreneur (perte d'exclusivité) pour les travaux concernés.

#### **Dans le cas d'une intervention programmée**

Pour les travaux programmés, les travaux doivent être engagés dans un délai de deux (2) mois maximum à compter de la notification du bon de commande, sauf accord du service bénéficiaire pour un démarrage ultérieur.

#### **Intervention en urgence**

L'intervention doit avoir lieu au plus tard 2 jours ouvrés après la réception de la demande d'intervention en urgence par mail.

### **■ DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

#### **Dans le cas d'une intervention programmée**

La date de commencement et le délai d'exécution des travaux convenus au préalable entre le service bénéficiaire et le titulaire sont inscrits sur le bon de commande.

L'accusé de réception du bon de commande par le titulaire vaut acceptation des délais de réalisation des travaux.

Il comprend le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

### **Prolongation du délai d'exécution**

Le délai d'exécution des travaux peut être prolongé sans recourir à un avenant : 1°) dans les conditions de l'article 18.2.1 du CCAG-T.

#### **■ PRESCRIPTIONS DE NETTOYAGE**

En cas de non-respect par l'entreprise des obligations découlant des prescriptions concernant le nettoyage du chantier, le service prescripteur pourra retenir sur la dernière facture du titulaire le montant nécessaire pour faire exécuter le nettoyage par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier, par dérogation à l'article 37 du CCAG-T.

#### **■ ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

Le service bénéficiaire peut faire exécuter des vérifications qualitatives des matériaux et produits et des essais sur épreuves conformément aux dispositions de l'article 38 du CCAG-T.

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique du service bénéficiaire, soit par un prestataire externe désigné par celui-ci. L'entreprise titulaire de l'accord-cadre est tenu de mettre à sa disposition tous les documents nécessaires (métrés, plans, rapports) pour effectuer son contrôle.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

#### **■ RÉCEPTION DES PRESTATIONS / TRAVAUX**

### **Admission des prestations d'entretien**

A l'issue des prestations, le service bénéficiaire peut décider :

- L'admission de la prestation en l'état ;

- Le rejet de la prestation en son entier ;
- L'admission partielle de la prestation (ou admission sous réserves), qui donne lieu, soit à un paiement partiel dans l'attente de corrections, soit à une réfaction, c'est-à-dire le paiement du solde diminué des malfaçons ou anomalies constatées lors de la vérification par le service bénéficiaire.

Le service bénéficiaire informe le titulaire par courrier du projet d'application d'une réfaction. Le titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de la réception de cette information pour présenter ses observations au service bénéficiaire.

## **Réception des travaux**

Les travaux doivent obligatoirement faire l'objet d'une réception (articles 41 et suivant du CCAG-T).

Cette réception prévoit notamment :

- De fixer une date d'achèvement des travaux qui sera le point de départ de toutes les garanties
- L'établissement d'un PV de réception qui doit être écrit pour chaque bon de commande, notamment quand il y a des réserves à lever après réception.
- Un délai est donné au titulaire pour lever les réserves. Lorsque certaines malfaçons sont tolérables, ou qu'il est trop compliqué d'y remédier, des refactions de prix peuvent être convenues en application du CCAG Travaux.

La personne chargée du suivi des travaux pour le compte du service bénéficiaire du bon de commande, procède, en présence du titulaire ou de son représentant, aux opérations préalables à la réception des travaux.

Ces opérations comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues à l'accord-cadre ; la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux ; les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

## **Réception sans réserve**

Lorsque les travaux sont conformes (travaux achevés, absence d'imperfection ou de malfaçon...), leur réception est prononcée sans réserve.

Le procès-verbal de réception des travaux fixe la date d'achèvement des travaux qui est le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement. Il est signé par le représentant du service prescripteur.

## **Réception avec réserves**

Lorsque les travaux ne sont pas conformes, un procès-verbal est dressé sur-le-champ qui mentionne les imperfections ou malfaçons ou les travaux inexécutés. Par dérogation au CCAG-T, ce procès-verbal suspend le délai de remise du projet de décompte final prévu à l'article D.2.2 du présent CCAP.

Ce procès-verbal est signé par les deux parties et fixe la date d'achèvement des travaux pour les ouvrages conformes, qui est le point de départ du délai de garantie ; Si l'entrepreneur refuse de le signer, mention en est faite.

Il est ensuite procédé comme il est dit aux articles 41.3 à 41.7 du CCAG-T :

- soit la réception des travaux est assortie de réserves à charge pour l'entrepreneur d'exécuter les travaux non réalisés ou de remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai qui lui est imparti ;
- soit, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, le service prescripteur renonce à ordonner la réfection des ouvrages et propose à l'entrepreneur une réfaction sur le prix.

Si l'entrepreneur accepte la réfaction, la réception est prononcée sans réserve.

## **■ DÉLAIS DE GARANTIE**

A l'exception des travaux faisant l'objet d'une garantie décennale, les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la date de notification du PV de réception.

La garantie décennale s'applique aux travaux portant sur des éléments liés aux ouvrages de base et affectant la solidité du bâtiment et son étanchéité.

Les responsabilités définies aux 1792 et 2270 du Code Civil (Garantie de bon fonctionnement et Garantie décennale), applicables selon la nature des travaux, auront comme point de départ la réception desdits travaux.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

L'accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prix sont fixés au bordereau des prix unitaires, annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les montants des devis, établis par le titulaire sur la base des prix unitaires du BPU, sont forfaitaires. La mise en œuvre de quantités supplémentaires lors de l'exécution des prestations ne pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire.

#### ■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **fermes et actualisables**.

L'actualisation des prix se déclenche si plus de 3 mois séparent la date d'établissement des prix de la date de début des prestations prescrite par l'acheteur. Le prix ainsi actualisé reste ferme pour toute la durée du contrat.

La **formule de variation** utilisée est  $P = P_o \times [(BT53m / BT53o)]$ .

P = prix actualisé

P<sub>o</sub> = prix initial

I<sub>o</sub> = valeur de l'index au mois M<sub>o</sub>

I<sub>m</sub> = valeur de l'index pour le mois de référence

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

**Index du bâtiment - BT53 - Étanchéité - Base 2010.**

Mois de remise des offres : **février 2025**.

Pour le calcul du coefficient, un **décalage de lecture** de 3 mois est appliqué pour la détermination du Mois M.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ **Contenu des prix :**

Les prix incluent :

- Les frais généraux ;
- Le suivi commercial et la production d'un rapport annuel ;
- Les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, les frais d'hébergement éventuels ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat :**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du

paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

## **5.2. Conditions de paiement**

### **■ Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas actualisable.

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande par le titulaire. La garantie doit couvrir l'intégralité du montant de l'avance. Cette garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

### **■ Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 10.7.1 du CCAG Travaux, en cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

### **■ Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :



- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Remise des demandes de paiement :**

Direction des Affaires Financières  
7 Place Hoche  
CS 26428  
RENNES  
35064 RENNES CEDEX  
Téléphone : 09 72 59 65 35  
Courriel : [budget@crous-rennes.fr](mailto:budget@crous-rennes.fr)

■ **Autorité compétente pour engager les dépenses :**

Monsieur l'Agent Comptable du CROUS de Bretagne  
7 Place Hoche  
CS 26428  
35064 RENNES CEDEX  
Téléphone : 09 72 59 65 35  
Courriel : [agence.comptable@crous-rennes.fr](mailto:agence.comptable@crous-rennes.fr)

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ **Retenue de garantie :**

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Le taux de la retenue de garantie passe à 3,0% si le fournisseur est une PME. Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées et non levées par l'acheteur.

Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Considérations environnementales :**

Conformément aux dispositions des articles L 2112-1 et 2 du Code de la commande publique et 7.1 du CCAG FCS, le titulaire veille à tout mettre en œuvre pour que les prestations qu'il exécute respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement et la réglementation applicable à son secteur d'activité.

Il est en mesure d'en justifier sur simple demande du CROUS, en cours d'exécution, le cas échéant.

Le CROUS se réserve la faculté de procéder à des contrôles ponctuels ou mandater un tiers afin d'y procéder.

L'absence de prise en compte des considérations environnementales expose le titulaire au choix du CROUS, à des pénalités ou à la résiliation du marché.

#### ■ **Autorisations administratives :**

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire a la responsabilité d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

#### ■ **Installation de chantier :**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

#### ■ **Interruption pour intempéries :**

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

#### ■ **Lieux de dépôt des déblais :**

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux.

Les emplacements suivants sont mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt provisoire des déblais en excédent : Voir CCTP.

#### ■ **Ordres de service :**

Les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception. Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service sont également signés par les représentants du maître d'ouvrage désignés au contrat.

Les ordres de service qui ont un impact sur les délais, durées ou montants du contrat font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

#### ■ **Provenance des matériaux et produits :**

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que

ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

- **Registre du chantier :**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il n'est pas établi de registre de chantier.

- **Réduction des nuisances :**

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

## **6.2. Vérification des prestations**

- **Essais et contrôles des ouvrages :**

Le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'ouvrage prescrit d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge de l'acheteur.

- **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat, le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

- **Vérification des matériaux et produits :**

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

### 6.3. Développement durable

#### ■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

#### ■ Gestion des déchets :

Le titulaire est responsable de la valorisation et de l'élimination des déchets de chantier dans les conditions fixées à l'article 36.1 du CCAG Travaux.

Si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets après mise en demeure, l'acheteur procède à cette évacuation aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

Conformément au [décret n°2021-321 du 25 mars 2021](#) relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments, le bordereau de suivi des déchets dangereux est dématérialisé via la plateforme Trackdéchets dans les 7 jours suivant leur expédition, leur réception, leur traitement ou leur valorisation.

La plateforme devra être renseignée dans la semaine suivant la date d'enlèvement des déchets. Le titulaire doit obligatoirement utiliser la plateforme numérique.

### 6.4. Autres stipulations

#### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie

générale.

#### ■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## **7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### **7.1. Obligations courantes du titulaire**

#### ■ **Assurances :**

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

#### ■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ **Dégradations causées aux voies publiques :**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations

et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.



Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

### ■ CROUS - Protection des données à caractère personnel :

#### Traitement des données à caractère personnel des candidats :

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS de Rennes Bretagne aux fins d'évaluer sa candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS de Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure et supprimées au bout de 5 ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accès aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS de Rennes Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à [dpo@crous-rennes.fr](mailto:dpo@crous-rennes.fr) et à [pole-juridique@crous-rennes.fr](mailto:pole-juridique@crous-rennes.fr).

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant la signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date réception de la demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO du CROUS de Rennes Bretagne, que ses droits informatique et Libertés ; ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

#### Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel :

Le titulaire du marché s'engage à respecter pour ce qui le concerne, toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 Avril 2016 (RGPD) qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS de Rennes Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

### ■ Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques :

Les travaux ayant un impact sur la circulation publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière. Elle est réalisée par le titulaire sous le contrôle du service suivant : Direction du patrimoine et des moyens généraux.

Le titulaire informe, par écrit, les services compétents, cinq jours au moins avant les dates de commencement des travaux, de repliement ou de déplacement du chantier.

### ■ Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Les travaux sont soumis aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Les contraintes de sécurité propres à chaque site sont précisées dans le bon de commande. Toutes les indications utiles à la sécurité et à la protection du site pendant la préparation et la réalisation des travaux pourront être annexées au bon de commande.

Selon le cas, avant tout commencement d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut demander la liste des personnes qui interviendront sur le chantier ainsi que la production d'un extrait N°3 de casier judiciaire datant de moins de 6 mois.

Pour les sites qui relèvent de mesures de sécurité et notamment pour les zones relevant de la protection du secret de la Défense nationale, les dispositions ci-après s'appliquent et le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG-T.

## ■ ACCÈS - CONSIGNES

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique. Si nécessaire, l'entreprise fournit les données relatives aux intervenants sur site pour qu'ils soient habilités à intervenir sur site.

Pour chaque établissement, avant la première intervention sur le site, le responsable de site peut remettre au titulaire un jeu de clés et badges permettant l'accès aux locaux contenant les équipements dont il doit assurer la maintenance. A la fin de l'accord-cadre, le titulaire restitue au responsable de site les badges et les clés, y compris les copies qu'il aurait pu exécuter.

En cas de perte ou de vol d'une clé nécessitant, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures, le maître d'ouvrage peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le changement du système de fermeture. (Cf mesure de sécurité).

## ■ CONTRÔLE NOMINATIF

Une liste nominative des personnels participant au chantier est établie et fournie par le titulaire. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article R620-3 du code du travail, introduit par le décret n° 86.524 du 13 mars 1986, le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, doit être exclu du chantier.

Le titulaire doit certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire doit s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

## ■ CONTRÔLE DES ACCÈS

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel de l'entreprise pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des travaux.

A la notification du bon de commande, l'entreprise fournit au maître d'ouvrage la liste des véhicules privés appelés à stationner dans l'enceinte du site où doivent être réalisés les travaux.

#### ■ **SECRET PROFESSIONNEL – RESTRICTION DE CIRCULATION – CONFIDENTIALITÉ**

Au cas où les nécessités de la sécurité de ses activités l'exigeraient, le maître d'ouvrage peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents de l'intervenant l'accès de certains locaux.

L'entreprise s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il a pu recueillir pendant l'exécution de la prestation.

D'une façon générale, les agents de l'entreprise sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'administration pour le compte de laquelle les travaux sont réalisés, tant vis-à-vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

---

### 8.1. Pénalités

#### PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-T, le non-respect des délais prévus dans le présent accord-cadre entraîne une pénalité de quarante-cinq (150) € net de toutes taxes par jour calendaire de retard.

Les délais visés sont notamment (liste non exhaustive) :

- Délai pour établissement d'un devis
- Délai pour transmission d'un rapport d'intervention,
- Date limite de transmission du rapport annuel,
- Délai d'intervention en urgence (NB : par ailleurs, en cas de retard dans l'intervention en urgence, le coefficient de majoration prévu au BPU ne sera pas appliqué au montant facturé)
- Délai de commencement des travaux
- Délais de réalisation des travaux fixés dans les calendriers d'exécution des travaux
- Remise des documents après travaux
- Restitution numérique de l'audit technique annuel des sites
- Restitution des plans prévisionnels de programmation de travaux numériques
- Restitution des bons de livraison ou bons d'intervention signés et numériques
- Restitution du fichier du fichier fourni dans le DCE des audits de sites mis à jour après les travaux réalisés courant de l'année.

- Restitution du fichier fourni dans le DCE de plan prévisionnel de programmation de travaux sur 10 ans avec le descriptif et le budget par année en fonction des sinistres et nombre d'intervention par site
- Restitution du fichier du nombre d'intervention et dépenses travaux HT par site pendant l'année.

Ces pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

### **PÉNALITÉ POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ**

Tout manquement aux règles de sécurité liées aux prestations / travaux exécutés (ex : intervenants non équipés pour le travail en hauteur, manquement au respect de la politique d'accès aux différents sites du CROUS, telle qu'annexée au CCTP ...) fera l'objet d'une pénalité de 300 € net de toutes taxes par constat du service bénéficiaire.

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

À compter de la deuxième pénalité de ce type, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

### **PÉNALITÉS POUR AUTRE MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Tout autre manquement aux obligations contractuelles fera l'objet d'une pénalité de 150 € net de toutes taxes par site et par intervention par constat du service bénéficiaire, sans mise en demeure préalable.

- Inscription de l'adresse du chantier complète sur le devis/bon de livraison/bon d'intervention
- Inscription de la référence bâtiment sur le devis/bon de livraison/bon d'intervention/facture :
  - Exemple : Référence Crous code bâtiment : 043511606\_630001
- Inscription de l'objet précis du devis/bon de livraison/bon d'intervention/facture
- La version numérique du devis/bon de livraison/bon d'intervention/et facture devra portée dans le titre les informations suivantes en grande majuscule :

- ☐ Année avec underscore
- ☐ Mois avec underscore
- ☐ Jour avec underscore
- ☐ Prestataire avec underscore
- ☐ DE (Dévis) ou BL (Bon de livraison) ou BI (bon d'intervention) ou FA (Facture)
- ☐ N° document avec underscore
- ☐ Site
- ☐ Ville

Exemple devis : 2024\_11\_12\_MARTIN\_DE1256\_RU METRONOME\_RENNES

Exemple bon de livraison : 2024\_11\_12\_MARTIN\_BL1256\_RU METRONOME\_RENNES

Exemple bon d'intervention : 2024\_11\_12\_MARTIN\_BI1256\_RU METRONOME\_RENNES

Exemple facture : 2024\_11\_12\_MARTIN\_FA1256\_RU METRONOME\_RENNES

A chaque fin d'année, le prestataire devra fournir **OBLIGATOIREMENT** au Crous de Bretagne, via le courriel suivant : [patrimoine@crous-rennes.fr](mailto:patrimoine@crous-rennes.fr) les documents suivants au plus tard le 31/12/année N sous peine de pénalités :

- Le fichier fourni dans le DCE des audits de sites mis à jour après les travaux réalisés courant de l'année
- Le fichier fourni dans le DCE de plan prévisionnel sur 10 ans de travaux avec le descriptif et le budget par année en fonction des sinistres et nombre d'intervention par site
- Le fichier du nombre d'intervention et dépenses travaux HT par site pendant l'année.



## **EXONÉRATION DE PÉNALITÉS**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-T, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités.

## **PERTE D'EXCLUSIVITÉ (non-cumulable avec les pénalités)**

Le titulaire perd l'exclusivité dans les cas suivants :

- Devis non transmis dans les délais (pour les travaux exclusivement) ;
- Incapacité à intervenir dans les délais prescrits (pour les interventions en urgence et pour les travaux

NB : Si le titulaire ne peut intégrer une demande dans son plan de charge, il doit en informer le service bénéficiaire dès la demande de devis ou dès la demande d'intervention en urgence. Par ailleurs, il devra justifier le fait de ne pouvoir intervenir.

En cas d'impossibilités répétées à intervenir, ou d'absences de réponses à des demandes de devis ou d'interventions répétées, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

## **8.2. Autres stipulations**

### **■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 9. FIN DU CONTRAT

---

### ■ Documents fournis après exécution des travaux :

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DOE contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard.

### ■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

### ■ Repliement du chantier et remise en état des lieux :

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

### ■ Réception des travaux :

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### ■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux d'une durée de 12 Mois.

### ■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas

procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état. Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG, cette prolongation est automatique sans décision préalable du maître d'ouvrage.

#### ■ Réception partielle :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu de réception partielle des différentes prestations du contrat.

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

#### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte  
CS 44416  
RENNES

35044 RENNES  
Téléphone : 223212828  
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr  
Télécopie : 299635684  
Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr/ta-caa/

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

**Liste des dérogations au CCAG Travaux :**

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG  
La rubrique *Durée et délai* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 18.1.1 du CCAG pour le point de départ  
La rubrique *Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat* de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 14.4.3 du CCAG  
La rubrique *Registre du chantier* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 28.5 du CCAG  
La rubrique *Ordres de service* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 3.8 du CCAG  
La rubrique *Autorisations administratives* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 31.3 du CCAG  
La rubrique *Dégradations causées aux voies publiques* de l'article 7 du contrat déroge à l'article 34.1 du CCAG  
La rubrique *Assurances* de l'article 7 du contrat déroge à l'article 8.1.3 du CCAG  
La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 19.2.1 du CCAG  
La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 19.2.4 du CCAG  
La rubrique *Réception partielle* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG  
La rubrique *Régime de la garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 44.2 du CCAG  
La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 50.4 du CCAG